

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Martigues, le 16 octobre 2012

Rapport de l'Inspecteur des Installations Classées

- Objet** : Installation Classée pour la Protection de l'Environnement.
CSD la Crau – Commune de Saint Martin de Crau -
Exploitant : CUMPM visite d'inspection du 30 août 2012.
- Ref.** : Arrêté préfectoral complémentaire n° 137-2010 PC du 25 mars 2010.
- PJ.** : 1) Projet d'arrêté de mise en demeure à l'encontre du Président de la CUMPM.
2) Suites de la visite (fiches écarts/remarques, courrier à l'exploitant).

I – Rappel

Le centre de stockage de déchets de la Crau, au lieu-dit « Les Gadoues » sur la commune de Saint Martin de Crau, exploité par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, a cessé son activité le 31 mars 2010, en application de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire visé en référence.

II – Visite d'inspection du 30 août 2012

Une visite d'inspection programmée a été réalisée le 30 août 2012.

Elle avait pour objet le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire visé en référence, notamment l'état d'avancement des travaux de réhabilitation ainsi que le suivi environnemental du site.

A l'issue de la visite, les constats sont les suivants :

- les travaux de réhabilitations tels que définis dans l'arrêté préfectoral sont achevés,
- Certains aménagements non nécessaires depuis la fermeture du site sont encore visibles sur la zone Est, Nord-Est, notamment des caissons de stockage de déchets, un linéaire important de filets anti-envols, des engins utilisés pour le compactage des déchets, ainsi qu'un volume assez important de déchets divers (tuyaux plastiques, buses béton, traverses de voies ferrées, ferrailles, massifs de fondation, ...).

Certains documents comme le dossier concernant la remise en état des lagunes ainsi que le dossier relatif aux servitudes d'utilité publiques n'ont pas été transmis à la DREAL.

Par ailleurs, les délais de transmission des résultats d'autosurveillance des eaux souterraines ne respectent pas les prescriptions de l'arrêté et s'allongent de plus en plus.

En conséquence, quatre fiches d'écart et une fiche de remarques ont été dressées à l'issue de la visite (en PJ 2).

Dans le cadre de la démarche contradictoire, l'exploitant a apporté des réponses aux écarts susvisés en date du 5 octobre 2012.

III – Avis de l'inspection

La fiche d'écart N° 1 a fait l'objet d'engagement de la part de l'exploitant sur l'élimination des différentes installations non nécessaires. Ces engagements sont jugés satisfaisants sur les trois premiers points. Par contre, les réponses de l'exploitant sur l'élimination des déchets ne sont pas satisfaisantes. La proposition de l'exploitant de « réutiliser » certains déchets comme les traverses de voies ferrées pour des aménagements sur le site n'est pas recevable, les travaux de réaménagement étant terminés. Ces déchets doivent être éliminés dans des filières autorisées. Enfin, aucun engagement de délai n'est annoncé par l'exploitant. En conclusion, les réponses à la fiche d'écart N° 1 – point 4 ont été jugées non satisfaisantes par l'inspection et font l'objet d'une proposition d'arrêté de mise en demeure jointe au présent rapport.

Les fiches d'écart N° 2 et N° 4 ont fait l'objet d'engagement de la part de l'exploitant sur une transmission à venir des documents demandés qui peut être jugé satisfaisant.

L'exploitant nous informe à propos de la fiche d'écart N° 3 qu'il a rappelé à son prestataire les délais de transmission à respecter. Cependant aucun engagement d'une transmission plus rapide n'est affiché. Cette problématique avait déjà fait l'objet d'un écart lors d'une visite en 2010. A cette époque, la CUMPM s'était engagée à raccourcir les délais, ce qui a été constaté quelques mois avant une nouvelle dérive en 2012. En conclusion, les réponses à la fiche d'écart N° 3 ont été jugées non satisfaisantes par l'inspection et font l'objet d'une proposition d'arrêté de mise en demeure jointe au présent rapport.

Nous proposons donc à M. Le Préfet des Bouches du Rhône de mettre en demeure le Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole de respecter dans un délai déterminé les prescriptions figurant dans le projet d'arrêté joint en annexe 1 au présent rapport.

Le présent rapport est à transmettre à M. le Préfet des Bouches du Rhône, Direction des Collectivités Locales, de l'Utilité Publique et de l'Environnement - Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la Protection des Milieux.